بسم الله الرحمن الرحيم

Bureau Central Des Médias

﴿وَعَدَ اللَّهُ الَّذِينَ آمَنُوا مِنكُمْ وَعَمِلُوا الصَّالِحَاتِ لَيَسْتَخْلِفَنَّهُمْ فِي الْأَرْضِ كَمَا اسْتَخْلَفَ الَّذِينَ مِن قَبْلِهِمْ وَلَيُمَكِّنَنَّ لَهُمْ دِينَهُمُ الَّذِي ارْتَضَىٰ لَهُمْ وَلَيُبَدِّلَنَّهُم مِّن بَعْدِ خَوْفِهِمْ أَمْنًا يَعْبُدُونَنِي لَا يُشْرِكُونَ بِي شَيْئًا وَمَن كَفَرَ بَعْدَ ذَٰلِكَ فَأُولَٰئِكَ هُمُ الْفَاسِقُونَ﴾

حزب التحرير
HIZB UT TAHRIR

N°: 1448 AH / 054 **Mercredi, 03 Jumada I 1448 AH** **14/10/2026 EC**

Communiqué de presse

Le mécréant colonisateur cherche au microscope ce qu'il veut trouver, tout en fermant délibérément les yeux sur les faits!

(Translated)

Par une manoeuvre politique qui est loin d'être sans précédent, le régime azerbaïdjanais est entré, entre juillet et octobre 2026, dans une nouvelle phase de sa campagne contre l'Islam, à la suite de l'adoption d'amendements rigoureux à la loi sur l'enseignement général. En vertu de directives d'application élaborées par le Conseil des ministres, un uniforme scolaire standardisé a été rendu obligatoire — une mesure qui a abouti, dans les faits, à une interdiction totale du hijab au sein des établissements d'enseignement. Bien que la décision ait été formulée dans un langage juridique souple évitant toute mention explicite du couvre-chef, les observateurs des médias ont documenté une application arbitraire de cette mesure, visant spécifiquement les élèves et les enseignantes portant le hijab. Les entrées des écoles ont été transformées de fait en points de contrôle du hijab ; en conséquence, des centaines de jeunes filles ont été empêchées d'assister aux cours et des dizaines d'enseignantes ont été renvoyées sur-le-champ, ce qui a entraîné une grave pénurie de personnel enseignant dans certaines régions. Pour occulter la sombre réalité de la situation, les autorités ont imposé des restrictions techniques et délibérément bridé les réseaux sociaux, afin d'empêcher toute couverture médiatique indépendante et la diffusion de vidéos montrant l'exclusion d'élèves et les manifestations publiques. Le régime n'a pas fait mystère de la justification de sa décision, la présentant comme une question de sécurité nationale et de souveraineté : une mesure nécessaire pour préserver le caractère laïque de l'État et prévenir l'influence des mouvements idéologiques transnationaux.

Face à une telle audace envers le Dīn d'Allah — et à l'atteinte portée aux droits des gens de cette Oumma musulmane, dont la population s'élève à environ 10,47 millions d'habitants, musulmans à 97 % —, nous n'avons vu aucune réaction d'indignation ou de condamnation de la part de l'Occident. C'est particulièrement vrai des nations européennes, qui s'empressent pourtant de nous faire la leçon sur les libertés, les droits de l'homme et les droits des femmes dès qu'il est question d'efforts visant à promouvoir la pudeur ou la décence, ou à combattre l'immoralité et la décadence des moeurs.

Bien que l'Azerbaïdjan soit voisin de l'Iran, l'Occident a, pour ainsi dire, fermé les yeux sur le traitement réservé par l'État aux femmes voilées en Azerbaïdjan, tout en examinant à la loupe les initiatives des militants pro-hijab en Iran. Les partisans du port obligatoire du hijab y ont lancé des campagnes en ligne appelant à ne pas fréquenter les commerces tenus par des femmes qui ne respectent pas les codes vestimentaires religieux prescrits. Ces initiatives numériques ont été baptisées « achats conscients » (conscious shopping) : une stratégie visant à orienter les consommateurs vers les commerçantes qui portent le hijab et à les détourner de celles qui ne le portent pas. L'Occident a interprété ces activités comme une forme inquiétante de pression sur les femmes, une contrainte inacceptable portant atteinte aux droits des femmes ! Alors que les détenteurs du pouvoir — et l'Occident avec eux — ne voient aucun mal à contraindre des femmes, des élèves et des enseignantes musulmanes attachées à leur foi à retirer leur hijab, quand bien même cela les priverait d'éducation ou leur coûterait leur emploi, ces mêmes personnes pleurent et se lamentent sur des initiatives individuelles ou collectives qui encouragent le port du hijab!

Une position qui ne peut se comprendre que par un abandon total de la raison et de la logique dans l'interprétation de la situation — manifestation d'une haine et d'une hostilité aveugles envers l'Islam et envers tout ce qui s'y rattache —, en confirmation de la parole du Très-Haut: ﴿قَدْ بَدَتِ الْبَغْضَاء مِنْ أَفْوَاهِهِمْ وَمَا تُخْفِي صُدُورُهُمْ أَكْبَرُ قَدْ بَيَّنَّا لَكُمُ الآيَاتِ إِن كُنتُمْ تَعْقِلُونَ﴾ **"La haine s'est déjà manifestée dans leurs propos, et ce que cachent leurs poitrines est plus grand encore. Nous vous avons exposé clairement les signes, si vous raisonnez."** [TDS Āl ʿImrān 3:118].

Combien la Oumma a désespérément besoin de l'État du Califat (Khilāfa) — un État qui réajusterait le temps, l'espace et les événements selon les lois d'Allah, Seigneur des mondes ; qui rendrait à la Oumma et à ses membres une vie d'honneur, de chasteté et de dignité ; et qui mettrait fin à l'influence des mécréants (kuffār) colonialistes et des gouvernants criminels. C'est pourquoi nous vous appelons, ô musulmans, à presser le pas à nos côtés vers l'établissement du second État du Califat bien guidé (al-Khilāfa al-Rāshida) ; son heure est véritablement venue, et son absence se fait cruellement sentir.

Le Bureau Central des Médias

du Hizb ut-Tahrir

Tel\Fax.: 009611307594 **Mobile:** 0096171724043

E-mail: media@hizb-ut-tahrir.info

Hizb ut Tahrir Official Website
www.hizb-ut-tahrir.org
Hizb ut Tahrir Central Media Office Website
www.hizb-ut-tahrir.info